



MAIRIE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ISERE

**REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU MAIRE DE LA COMMUNE
DE LA TERRASSE**

N° 2021-48

102, Place de la Mairie
38660 LA TERRASSE
Téléphone : 04.76.08.20.14
Courriel : bienvenue@mairie-laterrasse.fr
Site Internet : www.mairie-laterrasse.fr

OBJET : Arrêté temporaire du maire portant permission de voirie pour la réalisation de travaux de déploiement de la fibre optique (travaux de génie civil) sur l'ensemble des voies de la commune par ERT-Technologies et à l'ensemble de ses sous-traitants dûment mandatés à partir du 22 février 2021 et jusqu'au 31 juillet 2021.

Vu la demande en date du 8 février 2021 de l'entreprise ERT-Technologies, domiciliée 255 route de Chatagnon 38430 Moirans pour le compte d'Isère fibre, délégataire du Conseil Départemental de l'Isère (projet Isère THD) pour la mise en place d'une infrastructure très haut débit par fibre optique nécessitant une permission de voirie à partir du 22 février 2021 jusqu'au 31 juillet 2021,

Vu le code de la route,

Vu code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, conférant au Maire des pouvoirs généraux de police,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, conférant au Maire des pouvoirs généraux de police de circulation et de stationnement,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1 977 modifié et septième partie — marques sur chaussées — approuvée par l'arrêté interministériel du 1 6 février 1 988 modifié);

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié);

Considérant qu'en raison du déroulement de ces travaux et afin d'assurer la sécurité des usagers il y a lieu de restreindre la circulation et le stationnement,

ARRÊTÉ

Article 1^{er}

Du 22 février jusqu'au 31 juillet 2021, l'entreprise ERT-Technologies et l'ensemble de ses sous-traitants dûment mandatés sont autorisés à occuper les voiries de l'ensemble de la commune pour des travaux de déploiement de la fibre optique (travaux de génie civil).

La circulation des transports en commun ne sera pas interrompue.

Article 2 :

La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire, à la charge desdites entreprises. La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du pétitionnaire.

Le présent arrêté sera affiché sur le chantier durant toute la durée des travaux.

Article 3 :

La circulation des piétons devra être sécurisée ou, si besoin, déviée et matérialisée.

Article 4 :

Les véhicules de l'entreprise ERT-Technologies et ceux de ses sous-traitants dûment mandatés sont autorisés à stationner à proximité des chantiers.

Article 5 :

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer, remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

Article 6 :

Madame le Maire, Monsieur le chef de brigade de la gendarmerie du Touvet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

Article 7

Conformément aux articles R421-I et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

La Terrasse, le 08 février 2021

Le maire
Annick Guichard

Copie à :

- L'entreprise pétitionnaire
- Gendarmerie du Touvet

